

**Audition publique, ouverte à la presse,
sur
« L'ÉTAT DE L'ART EN MATIÈRE DE MESURE DES ÉMISSIONS DE PARTICULES
ET DE POLLUANTS PAR LES VÉHICULES. REGARDS CROISÉS »**

Cette audition publique a pour ambition de faire le point sur la crédibilité des mesures et des normes de pollution et sur la manière dont la filière automobile peut anticiper l'évolution des règles. Elle rassemble les pouvoirs publics, les acteurs de la filière automobile, des représentants de la société civile ainsi que des chercheurs et des représentants de la Commission européenne.

Ses tables rondes ont pour objectif de répondre aux questions suivantes : Comment effectue-t-on les mesures de pollution ? Comment s'approcher le plus possible des conditions réelles d'utilisation des véhicules ? Comment la filière automobile s'adapte-t-elle aux enjeux et aux normes sanitaires et environnementales ? Comment pourrait-on assurer une surveillance indépendante de l'application des normes et des protocoles de mesure ?

L'actualité récente prouve l'acuité de ces questions.

à l'initiative de



Jean-Yves LE DÉAUT
Député,
Président de l'OPECST



Bruno SIDO
Sénateur,
Premier vice-président
de l'OPECST



Denis BAUPIN
Député,
Membre de l'OPECST



Fabienne KELLER,
Sénatrice,
Membre de l'OPECST

organisée par

**Vendredi 13 novembre 2015
9 heures - 13 h 30**

*Au Sénat
Salle Médicis
15 rue de Vaugirard - Paris 6^e*



PROGRAMME

9h00 : OUVERTURE

- M. Jean-Yves Le Déaut, député, président de l'OPECST
- M. Denis Baupin, député, rapporteur de l'OPECST pour « Les nouvelles mobilités sereines et durables : concevoir des véhicules écologiques »¹
- Mme Fabienne Keller, sénatrice, rapporteur de l'OPECST pour « Les nouvelles mobilités sereines et durables : concevoir des véhicules écologiques »¹
- M. Jean-François Husson, sénateur, président de la commission d'enquête du Sénat sur le coût économique et financier de la pollution de l'air : « Pollution de l'air : le coût de l'inaction »²
- Mme Leila Aïchi, sénatrice, rapporteur de la commission d'enquête du Sénat sur le coût économique et financier de la pollution de l'air : « Pollution de l'air : le coût de l'inaction »²
- Mme Marie-Anne Frison-Roche, professeur de droit économique à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP)

9h30 : PREMIÈRE TABLE RONDE : COMMENT EFFECTUE-T-ON LES MESURES DE POLLUTION ?

COMMENT APPROCHER AU MIEUX LES CONDITIONS RÉELLES D'UTILISATION DES VÉHICULES ?

- ◆ Que cherche-t-on à mesurer et avec quel objectif ? Comment fixe-t-on le niveau acceptable à un moment donné pour les particules fines, les NOx, le CO₂ ? Quels objectifs sont assignés aux constructeurs ? Au regard de quels enjeux ?
- ◆ Quels sont les instruments de mesure disponibles ? Sont-ils pertinents et efficaces ? Quel est leur degré de fiabilité ? Existe-t-il un consensus des scientifiques sur les protocoles de mesures utilisés ? Constate-t-on des différences majeures entre les mesures effectuées par les laboratoires des constructeurs et celles émanant de laboratoires indépendants ?
- ◆ Comment éviter l'écart important observé depuis longtemps entre les émissions mesurées en conditions idéales et celles constatées dans la réalité par les ONG et les organismes de surveillance de la pollution de l'air ? Pourquoi la pollution de l'air ne diminue-t-elle pas aussi rapidement que l'évolution technologique et celle des normes pourraient le laisser espérer ?
- ◆ Des difficultés particulières rendent-elles difficile l'application des objectifs de réduction d'émission ?

Intervenants :

- M. Michel André, directeur adjoint du département de recherche Aménagement mobilité environnement, Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSSTAR)
- Dr Isabella Annesi-Maesano, directeur de recherche INSERM, directeur équipe EPAR (épidémiologie des maladies allergiques et respiratoires)
- M. Laurent Benoit, président directeur général, UTAC CERAM, et Mme Béatrice Lopez de Rodas, directrice de la marque UTAC
- M. Jean-Félix Bernard, président, et M. Frédéric Bouvier, directeur, Airparif
- M. Bernard Bourrier, président des réseaux de contrôles techniques agréés AUTOVISION et AUTOVISION PL
- M. François Cuenot, chargé de mission pour l'ONG Transport et environnement
- M. Bertrand-Olivier Ducreux, ingénieur au service Transport et mobilité, et M. Johan Ransquin, chef du service, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
- M. Nicolas Godfroy, responsable du département juridique, et M. Nicolas Mouchnino, chargé de mission Énergie et environnement, UFC-Que Choisir
- M. Philippe Hirtzman, président, et M. Philippe Hubert, directeur des risques chroniques, Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS)
- M. Alain Koenen, Laboratoire national de métrologie et d'essais
- M. Gilles Lacan, président de l'ONG Écologie sans frontière
- M. Nicolas Le Bigot, directeur des affaires environnementales et techniques, Comité des constructeurs français de l'automobile (CCFA)
- Mme Lorelei Limousin, responsable des politiques Climat-transports, Réseau Action Climat-France
- M. Pierre Macaudière, responsable dépollution moteurs, et M. Jean-Marc Spitz, responsable réglementation, homologation, normalisation, direction de la Recherche et développement, PSA
- M. Pascal Manuelli, responsable de la réglementation, au sein de la branche « marketing et services », Total
- M. Jacques Mauge, président de la FIEV et un représentant d'un équipementier
- M. Laurent Michel, directeur général de l'Énergie et du climat, ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
- M. Gaëtan Monnier, directeur du Centre de Résultats Transports, IFP Énergies nouvelles
- M. Joël Pédessac, directeur général, Comité français du butane et du propane

¹ - Pour consulter le rapport : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-off/i1713.asp>

² - Pour consulter le rapport : <http://www.senat.fr/notice-rapport/2014/r14-610-f-notice.html>

PROGRAMME

- **M. David Vayssié**, président du Groupe des Industries d'Équipements de Garage (GIEG, section technique de la FIEV), directeur branche Aftermarket d'Actia Automotive
- **M. Henri Wortham**, Laboratoire de chimie de l'environnement (LCE), CNRS Marseille

10h45-12h00 : DEUXIÈME TABLE RONDE : COMMENT LA FILIÈRE AUTOMOBILE S'ADAPTE-T-ELLE AUX ENJEUX ET AUX NORMES SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTALES ?

- ◆ Comment la filière participe-t-elle à la définition des normes et des protocoles de mesure ? Comment s'adapte-t-elle aux normes définies par les autorités régulatrices ? Comment concilie-t-elle les données techniques et les considérations politiques ou stratégiques ?
- ◆ Comment les relations entre les autorités régulatrices et l'industrie, et aussi entre constructeurs, équipementiers et laboratoires scientifiques, conduisent-elles à une évolution des choix des acteurs de la filière ?
- ◆ Comment la filière répond-elle aux décisions des pouvoirs publics au niveau national et au niveau européen ? Quelles sont ses réactions en face de la définition d'une nouvelle norme européenne ?
- ◆ Comment pourrait-on parvenir à une approche plus pertinente des conditions réelles de conduite et à un contrôle de la durabilité des performances des véhicules ?
- ◆ Existe-il des contradictions entre les différentes normes ? Dans ce cas, comment les choix des industriels sont-ils effectués ?

Intervenants :

- **Mme Danièle Attias**, École centrale de Paris, titulaire de la chaire Armand Peugeot (PSA Citroën)
- **M. Joseph Beretta**, président d'AVERE-France, association pour le développement de la mobilité électrique
- **M. Ariel Cabanes**, directeur de la prospective, Conseil national des professions de l'automobile
- **M. Gwenole Cozigou**, directeur Transformation industrielle et chaînes de valeurs avancées, direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME, Commission européenne
- **M. François Cuenot**, chargé de mission pour l'ONG Transport et environnement
- **M. Gilles Durand**, secrétaire général de l'Association française du gaz naturel pour véhicules (AFGNV)
- **Mme Marie-Anne Frison-Roche**, professeur de droit économique à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP)
- **M. Nicolas Le Bigot**, directeur des affaires environnementales et techniques, Comité des constructeurs français de l'automobile (CCFA)
- **Mme Nadine Leclair**, membre du comité de direction, en charge de la filière d'expertise, et **M. Frédéric Martin**, directeur délégué de l'Ingénierie aux relations techniques, Renault
- **M. Christophe Lerouge**, chef du service de l'Industrie, direction générale des entreprises, ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique
- **M. Pierre Macaudière**, responsable Dépollution moteurs et **M. Jean-Marc Spitz**, responsable Réglementation, homologation, normalisation, direction de la Recherche et développement, PSA
- **M. Pascal Manuelli**, responsable de la réglementation au sein de la branche «marketing et services », Total
- **Mme Francelyne Marano**, Haut conseil de santé publique, professeure à l'université Paris-Diderot
- **M. Jacques Mauge**, président de la FIEV, et un représentant d'un équipementier
- **M. Joël Pédessac**, directeur général du Comité français du butane et du propane
- **M. Pierre Serne**, deuxième vice-président de la région Île-de-France, chargé des transports et des mobilités, et vice-président du Syndicat des transports d'Île-de-France
- **M. Johan Ransquin**, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) (*à confirmer*)

PROGRAMME

12h00 : TROISIÈME TABLE RONDE : COMMENT POURRAIT-ON ASSURER UNE SURVEILLANCE INDÉPENDANTE DE L'APPLICATION DES NORMES ET DES PROTOCOLES DE MESURE ?

- ◆ Comment a-t-on vérifié jusqu'à présent, le respect des normes ? Quels sont les instruments techniques disponibles ? Quels instruments faudrait-il utiliser pour tenir compte des conditions réelles d'usage des véhicules ? A la suite des incidents récents, les mesures prises sont-elles encore satisfaisantes ?
- ◆ Comment mieux assurer l'indépendance des contrôles ? Comment équiper les centres de contrôle technique pour garantir le maintien de performance des véhicules dans le temps ? Comment s'assurer que les mesures soient faites de manière pluraliste voire contradictoire ?
- ◆ Comment prévenir les fraudes ? Comment y répondre ? Comment peut-on détecter l'utilisation de logiciels trompeurs ? Quelles structures indépendantes faudrait-il mettre en place ?
- ◆ Comment garantir l'indépendance des laboratoires de mesures et d'homologation par rapport aux constructeurs ?
- ◆ Des études de sciences sociales ont-elles été faites sur la crédibilité du respect des normes et leur acceptabilité ?

Intervenants :

- **M. Michel André**, directeur adjoint du département de recherche Aménagement mobilité environnement, Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)
- **Dr Isabella Annesi-Maesano**, directeur de recherche INSERM, directeur équipe EPAR (épidémiologie des maladies allergiques et respiratoires)
- **M. Bernard Bourrier**, président des réseaux de contrôles techniques agréés AUTOVISION et AUTOVISION PL
- **M. Thomas Bourdrel**, médecin radiologue, président du collectif Strasbourg Respire, et **M. Laurent Py**
- **Mme Marie-Françoise Chevallier-Le Guyader**, directrice de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST)
- **M. François Cuenot**, chargé de mission pour l'ONG Transport et environnement
- **M. David Deregnaucourt**, directeur général de Sphèretech
- **M. Bertrand-Olivier Ducreux**, ingénieur au service transports et mobilité, et **M. Johan Ransquin**, chef du service, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
- **M. Philippe Hirtzman**, président de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS)
- **M. Gilles Lacan**, président de l'ONG Écologie sans frontière
- **M. Raymond Lang**, membre du Directoire transports mobilités durables, France Nature Environnement (FNE)
- **Mme Lorelei Limousin**, responsable des politiques climat-transports, Réseau Action Climat-France
- **Mme Francelyne Marano**, Haut conseil de santé publique, professeure à l'université Paris-Diderot
- **M. Laurent Michel**, directeur général de l'Énergie et du climat, ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
- **M. Jean-Paul Morin**, chercheur (métrologie et évaluation toxicologique de la pollution)
- **M. Yves Riou**, délégué général de la Fédération des syndicats de la distribution automobile (FEDA)
- **M. Pierre Serne**, deuxième vice-président de la région Île-de-France, chargé des transports et des mobilités, et vice-président du Syndicat des transports d'Île-de-France
- **M. David Vayssié**, président du GIEG et directeur Branche Aftermarket d'Actia Automotive
- **M. Henri Wortham**, Laboratoire de chimie de l'environnement (LCE), CNRS Marseille

13h15 : CONCLUSION

- **M. Denis Baupin**, député, co-rapporteur
- **Mme Fabienne Keller**, sénatrice, co-rapporteur

Audition publique, ouverte à la presse,

sur

« L'ÉTAT DE L'ART EN MATIÈRE DE MESURE DES ÉMISSIONS DE PARTICULES
ET DE POLLUANTS PAR LES VÉHICULES. REGARDS CROISÉS »

organisée par M. Denis Baupin, député, et Mme Fabienne Keller, sénatrice

Vendredi 13 novembre 2015
9 heures - 13 h 30

*Sénat - Salle Médicis-
15 rue de Vaugirard - Paris 6^e*

Accueil à partir de 8h30, une pièce d'identité sera demandée à l'accueil

Inscription obligatoire :

opecst-contact@assemblee-nationale.fr
Jean-Louis Dumas - tél : 01 40 63 70 66





OPECST - Assemblée nationale - 101 rue de l'Université - Bât F - 75355 Paris 07 SP - tél : 01 40 63 70 65
Sénat - 15 rue de Vaugirard - 75291 Paris Cedex 06 - tél : 01 42 34 25 58
www.opecst.assemblee-nationale.fr - www.senat.fr/opecst